

Encore un bon papier de Coralie.

Il faut sortir du piège mortel de la prétendue « Union européenne ».

Lisez aussi [François Asselineau](#), qui fait du bon boulot.

Résistez comme vous pouvez, pendant qu'il est encore temps : la Grèce est un laboratoire (criminel) pour les usuriers, avant de piller les autres peuples à leur tour. L'UE, c'est la guerre, la guerre des 1% oisifs contre les 99% qui travaillent. L'objectif de l'UE et des « élus » (des banques), c'est le prétendu « libéralisme », c'est l'insécurité sociale.

Si vous n'êtes pas devenu un mollusque décérébré par la télé, le sort des Grecs devrait vous révolter et vous mobiliser contre l'UE, contre les banques privées, et pour la souveraineté des peuples libres.

Il me semble que ça urge.

Étienne.

Pourquoi le cauchemar grec est loin d'être terminé, par Coralie Delaume



FIGAROVOX/ENTRETIEN - La Grèce n'est plus sous la tutelle des institutions européennes et du FMI. De nombreux commentaires optimistes ont salué la nouvelle. Un point de vue que ne partage pas l'essayiste eurocritique Coralie Delaume. Pour elle, la situation sociale du pays reste très grave et l'avenir économique et financier de la Grèce fort sombre. Entretien avec Etienne Campion :

Coralie Delaume est essayiste, co-auteur de [La fin de l'Union européenne](#) (Michalon, 2017) et tient le blog « [L'arène nue](#) ».

FIGAROVOX.- Depuis le 20 août 2018, la Grèce n'est plus sous la tutelle de l'Union européenne et du FMI. Était-ce vraiment un « jour historique », comme les dirigeants l'affirment ? La Grèce est-elle sauvée ?

Coralie DELAUME.- Non. On s'est contenté d'acheter un peu de temps, quitte à dévaster l'économie du pays.

La sortie d'un des membres de la zone euro a simplement été différée. Le mythe de l'irréversibilité de cette dernière est à peu près préservé, même si les menaces de « Grexit hostile » formulées par les

créanciers d'Athènes en 2015 l'ont écorné. Que la Grèce ait conservé l'euro, en dépit de toutes les souffrances endurées par la population, est pour certains la preuve que cette monnaie est immortelle. Ce serait une première dans l'Histoire, mais en même temps, il est question de foi religieuse quant au rapport de nos dirigeants avec l'euro. Comme l'explique le politologue belge François Foret, « *l'euro constitue en lui-même un nouveau sacré européen justifiant tous les sacrifices économiques, sociaux et culturels* ».

Le maintien de la Grèce dans l'eurozone a permis de repousser la perspective de voir la communauté des croyants se désintégrer.

En somme, le maintien de la Grèce dans l'eurozone a permis de repousser la perspective de voir commencer à se désintégrer l'*oumma* de l'euro. En plus, le pays a durement expié : Tsipras et Syriza ont abjuré tout ce en quoi ils croyaient. Ils ont renoncé à mettre un terme à l'austérité. La Grèce est condamnée à faire maigre pour longtemps. Le petit rebond de croissance en 2017 (1,4%) après avoir perdu plus d'un quart de son PIB depuis le début de la crise n'est-il pas la preuve que la rédemption par l'ascèse est possible ?

On a également différé le moment où la Grèce ferait défaut sur sa dette, et où les créanciers — qui sont désormais à 80 % constitués des institutions européennes (Banque centrale européenne, Mécanisme européen de stabilité, Fonds européen de stabilité financière) et des États européens — en seraient de leur poche. **Car on n'a pas donné d'argent à la Grèce, on lui en a prêté.**

Essentiellement d'ailleurs pour qu'elle puisse assurer le service de sa dette. Pour l'instant, cela a rapporté de l'argent aux créanciers puisqu'**Athènes paie des intérêts. Entre 2012 et 2016, soit en quatre ans seulement, la BCE a réalisé 7,8 milliards de bénéfices sur les titres hellènes.** Il est question depuis des années que ces sommes soient rétrocédées à la Grèce, mais on trouve toujours une excellente raison de ne pas le faire. L'Eurogroupe s'y est une nouvelle fois engagé au mois de juin de cette année, mais seulement pour les bénéfices sur les obligations grecques réalisées à partir de 2017, pas sur ceux réalisés les années précédentes. Par ailleurs, ces rétrocessions demeureront « conditionnées au maintien des réformes acceptées par la Grèce », comme indiqué dans le communiqué de l'Eurogroupe portant sur cette question. On s'assure autrement dit que la politique d'austérité perdurera.

L'Allemagne a également gagné de l'argent au détriment de la Grèce car Berlin s'endette aujourd'hui gratuitement sur les marchés. Sa dette tient lieu de « valeur refuge » pour les investisseurs en quête d'investissements sans risque. Cela lui permet de faire beaucoup d'économies, mais elle ne prête pas gratuitement pour autant. Les chiffres du ministère allemand des Finances (qui a été contraint de les fournir au Bundestag pour répondre à une question parlementaire) font état d'**un bénéfice net farmineux de Berlin sur Athènes entre 2011 et 2017 : l'Allemagne a gagné 3 milliards d'euros grâce à la dette grecque.** En somme et jusqu'ici, la crise grecque a rapporté aux créanciers. Or le jour où la Grèce ne paiera plus, cela leur coûtera une fortune. Les gouvernements des États créanciers auront bien du mal à justifier la chose auprès d'opinions publiques de plus en plus hostiles à l'Union européenne.

La Grèce va-t-elle nécessairement cesser de rembourser sa dette, c'est-à-dire faire défaut ?

C'est ce que dit le FMI depuis plusieurs années ! Au moins depuis 2015, année où il indiquait dans un rapport (IMF Country report n° 15/186) que « la dette grecque était totalement non viable » et proposait qu'elle soit partiellement effacée.

La Grèce est désormais libre, mais « sous surveillance renforcée » !

Depuis, le Fonds répète cela chaque année : « *sans allègement supplémentaire de la dette, il pourrait être difficile de conserver l'accès au marché à long terme* », a-t-il notamment écrit dans la perspective du retour de la Grèce sur les marchés. Mais les créanciers européens s'y refusent, c'est pourquoi le FMI s'est souvent trouvé en conflit avec ses partenaires de la Troïka. Il a d'ailleurs décidé de ne plus prêter un sou à la Grèce car ses statuts lui interdisent de prêter à un pays insolvable.

Or, insolvable, la Grèce l'est puisque son « stock de dette » n'a pas été allégé, contrairement à ce qui

avait été promis à Tsipras en 2015 en échange de son acceptation du « troisième mémorandum ». Au mois de juin, les créanciers se sont tout juste entendus pour rééchelonner légèrement le calendrier des paiements, de manière à réduire le coût annuel des intérêts payés par Athènes. Mais en contrepartie de cette mesure très cosmétique, la Grèce devra afficher des excédents primaires (excédents budgétaires hors intérêts de la dette) de 3,5% du PIB jusqu'en 2022 et de 2,2% jusqu'en... 2060 !

Est-ce à dire que la Grèce restera, dans les faits, sous tutelle jusqu'en 2060 ?

Il est hautement improbable que la zone euro existe encore en 2060. Quant à la Grèce, elle reste évidemment sous tutelle. Ou plutôt sous « surveillance renforcée ». C'est ce qu'expliquait Pierre Moscovici le 20 août : « *La Grèce va pouvoir se financer seule sur les marchés et définir sa politique économique. C'est un pays totalement libre, mais il y a une surveillance renforcée* ». Libre, mais sous surveillance renforcée ! « *La guerre, c'est la paix. La liberté, c'est l'esclavage. L'ignorance, c'est la force* », écrivait Orwell dans 1984. Nous avons affaire à la même sémantique folle avec les dirigeants de l'Union européenne...

De fait, oui, comme le disait **Klaus Regling**, le patron allemand du MES dans une interview datée de juin 2018 au quotidien grec *Ta Nea*, un « système d'alerte précoce » demeurera en vigueur « *jusqu'à ce que tout l'argent ait été remboursé* », c'est-à-dire jusqu'en 2060. **Il s'agira notamment de s'assurer de la poursuite de l'austérité car « la mise en œuvre des réformes est une tâche permanente. Ce n'est jamais fini. Et c'est vrai pour tous les pays du monde, pour tous les pays de l'Union européenne et, par conséquent, pour la Grèce ».**

Tous les indicateurs sociaux sont au rouge. Le coût humain de l'austérité est effroyable. Et il n'y a aucune perspective d'amélioration à court terme.

Concrètement, la « liberté » de la Grèce va consister à se soumettre à un « audit » de ses finances publiques quatre fois par an. Regling a également déclaré : « *La surveillance renforcée (...) nécessite une évaluation tous les trois mois et durera plusieurs années* ». Cette liberté va également consister à emprunter sur les marchés à des taux qui flamberont à la moindre secousse interne à l'eurozone. Et des secousses, il y en aura. Qui sait ce qui peut se produire en Italie dans les mois à venir, par exemple ?

Quelle est la situation sociale de la Grèce aujourd'hui ?

Tous les indicateurs sont au rouge vif et, cela aussi, tout le monde s'en rend compte. Les chiffres ont fusé dans la presse, tous plus ahurissants les uns que les autres.

Le chômage est certes redescendu à 20 % après être monté jusqu'à 28 % au plus fort de la crise. Mais les salaires sont faibles, et ne cessent de baisser. Selon une enquête relayée par le site « *keeptalkinggreece.com* », menée en début d'année à Athènes et dans sa région, plus de la moitié des personnes embauchées en 2017 l'ont été à temps partiel ou pour un salaire inférieur à 500€ par mois, ce qui signifie que les travailleurs pauvres sont légion. Par ailleurs, les salaires sont versés de façon très aléatoire, avec retard pour 42 % des travailleurs.

Entre 350 000 et 420 000 personnes ont quitté le pays entre 2008 et 2016. Rapporté à une population de 11 millions d'habitants, c'est énorme.

Le taux de chômage des jeunes étant de 43 %, beaucoup quittent le pays. Entre 350 000 et 420 000 personnes (les chiffres varient selon les études) ont quitté le pays entre 2008 et 2016. Rapporté à une population de 11 millions d'habitants, c'est énorme, et cela s'ajoute à un taux de fécondité très bas (moins de 1,4 enfant par femme), ce qui fait que le pays se dépeuple et vieillit. En plus, ce sont souvent les jeunes qualifiés qui s'expatrient, ce qui signifie qu'ils ne participeront pas au redressement du pays.

La moitié des Grecs vivent d'une pension de retraite, la leur ou celle d'un proche, mais le montant des retraites a chuté de 40 % en moyenne depuis 2010. Les retraites ont été réformées 14 fois. La situation sanitaire s'est beaucoup détériorée et 40 % des ménages repoussent les soins pour raisons financières.

Une enquête réalisée à partir de prélèvements sur les eaux usées d'Athènes offre des résultats particulièrement saisissants : si la consommation d'antibiotiques et d'anti-inflammatoires a chuté, la consommation de psychotropes (benzodiazépines et antidépresseurs) a été multipliée par 35. En quatre ans ! Et on savait déjà que le taux de suicide avait considérablement crû pour sa part (+ 35 % entre 2008 et 2017). Le coût humain de l'austérité est effroyable, et il n'y a aucune perspective d'amélioration à court terme.

L'Union européenne a-t-elle tiré les leçons de la crise grecque ?

Non. L'Union européenne se comporte de manière autistique et dogmatique : elle ne tire pas de leçons. C'est selon elle aux peuples européens de tirer des leçons : quoi qu'il advienne c'est toujours eux qui sont fautifs. L'exemple grec témoigne du fait qu'on ne peut rompre avec l'austérité en demeurant dans le cadre supranational actuel. Celui qui essaie est immédiatement foudroyé et subit un sort proche de celui d'un pays vaincu et occupé.

Coralie Delaume.

Le blog de Coralie s'appelle « [L'arène nue](#) ».

Source : *Le Figaro*,

<http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2018/08/24/31002-20180824ARTFIG00263-pourquoi-le-cauchemar-grec-est-loin-d-etre-termine.php>

Fil Facebook correspondant à ce billet :